

Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

N° 06/15

Objet de la délibération : Demande de subvention à l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse pour une Etude Ressource Stratégique (ERS)

L'an deux mille quinze
et le 10 Février
le Comité Syndical du Syndicat Mixte
de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau
régulièrement convoqué s'est réuni
en nombre prescrit par la loi
sous la présidence de M. Louis MICHEL,

Étaient présents :

➤ Membres à voix délibérative :

M. Alain ARAGNEAU, Mme Martine ARFI, M. Gérard BARTOLI, M. Jean-Michel BOCOIGNANO, Mme Marylène BONFILLON, M. Pierre CHOUZY, Mme Aline CIANFARANI, Mme Monique CISELLO, M. Alain DERVIEUX, Mme Magali DEVEZE, M. Gilbert FERRARI, Mme Thérèse-Annie FRANCOIS, M. Gérald GUILLEMONT, M. Jean GUILLON, Mme Mireille HENRY, M. Daniel HIGLI, M. Louis MICHEL, M. Wilfried ROUBAUD, M. Marcel TRAVERSA.

➤ Membres à voix consultative :

Monsieur Xavier DUFOUR

➤ Procurations :

Procuration de M. René RAIMONDI à M. Louis MICHEL
Procuration de M. André MANELLI à Mme Mireille HENRY
Procuration de M. Olivier MICHEL à M. Alain DERVIEUX

Membres à voix délibérative en exercice : 31 Membres à voix délibérative présents : 19 Procuration : 3 Membres à voix délibérative (présents + procurations) : 22
--

Secrétaire de séance : Madame Marylène BONFILLON

Rapporteur : Monsieur Louis MICHEL

Au titre de ses statuts, le SYMCRAU a pour missions, notamment de « réaliser toute les études qu'il jugera nécessaires afin d'avoir une connaissance approfondie de la nappe ». Dans ce cadre, il convient de programmer une Etude Ressource Stratégique.

Les Etudes Ressources Stratégiques ont pour vocation d'**identifier et délimiter les parties de nappe à faire valoir comme indispensable pour l'alimentation en eau potable**, en raison de leur potentialité, de leur qualité, et de leur situation par rapport aux besoins actuels (Zone d'Intérêt Actuel ou ZIA) et à venir

(Zone d'Intérêt Futur ou ZIF). Dans un second temps, sur les zones identifiées, l'étude établit un bilan de la situation et détermine les outils et acteurs à mobiliser pour préserver ces ressources.

Dans les zones identifiées, les ressources en eau actuelles ou futures ont vocation à être protégées. Cela peut impliquer, à titre d'exemple, d'inciter la réalisation de projets potentiellement à risque pour un usage AEP pérenne à l'extérieur des zones identifiées et lorsque ce n'est pas possible, d'être attentif aux études d'impact et mesures compensatoires proposées, par exemple lors de la réalisation d'infrastructures de transport qui risquent de concentrer les ruissellements sur un point particulier, sans traiter les eaux pluviales. Par ailleurs, cela peut donner lieu à limiter les autorisations de carrières ou à minima de porter une attention particulière à l'étude d'impact associée et les mesures compensatoires proposées, ou encore d'interdire les dépôts d'ordure ou le stockage de produits dangereux dans les zones identifiées par les études. Toute nouvelle demande de prélèvements (hors usage AEP) y sera examinée avec précaution, tandis que les règles de construction peuvent y devenir plus contraignantes (ex : préconisation ou interdiction d'implantation de nouvelles zones d'activité, pas de densification de l'habitat, vérification et mise en adéquation dispositifs d'assainissement). Une agriculture respectueuse des ressources en eau peut y devenir la règle.

Dans son contenu, l'**étude-type** s'attache à caractériser ces secteurs particuliers, avec pour chacun une fiche de présentation mettant en évidence :

- Une cartographie de la ressource majeure délimitée (périmètre à faire valoir pour sa préservation dans les documents d'urbanisme et les schémas départementaux des carrières notamment) ;
- Les éléments relatifs aux modalités de fonctionnement de la nappe ;
- L'occupation du sol, les pressions pesant sur la ressource en eau et les usages « eau potable » actuels et futurs ;
- Des premières préconisations en terme de gestion / protection

Afin de soutenir le Syndicat Mixte dans les dépenses qui seront engagées pour cette étude, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse est susceptible d'apporter une aide.

LE COMITE

OUI l'exposé de M. le Président,

APRES en avoir délibéré,

A L'UNANIMITE des membres présents,

APPROUVE la demande de subvention à l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse, avec le taux maximum, pour la réalisation d'une Etude Ressource Stratégique (ERS),

AUTORISE le Président à signer les pièces nécessaires,

AINSI fait et délibéré à Istres, les an, mois et jour susdits.

**Le Président du Syndicat Mixte de gestion
de la nappe phréatique de la Crau,**

Louis MICHEL

Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.